

Prison avec sursis pour le porte-parole de « Sortir du nucléaire »

vendredi 21 septembre 2007, par [Reuters](#) (Date de rédaction antérieure : 19 septembre 2007).

Reuters - Mercredi 19 septembre, 16h56

BORDEAUX (Reuters) - Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau écologiste « Sortir du nucléaire », a été condamné à deux mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Bordeaux pour acte de violence sur un policier et un magistrat.

Le prévenu avait été condamné en première instance à une peine d'amende de 1.000 euros et à verser des dommages et intérêts aux victimes, mais le parquet avait fait appel de cette décision, la jugeant trop clément.

Les faits se sont produits le 28 octobre dernier dans la cour intérieure du tribunal de la ville, où Stéphane Lhomme avait réussi à accéder au cinquième étage d'un échafaudage.

Il y était resté quatre heures et avait résisté avec violence à un policier et un substitut du procureur.

Cette action avait été menée pour obtenir du parquet une date d'audience pour la plainte déposée contre EDF trois ans plus tôt par Tchernoblaye, association que préside Stéphane Lhomme et qui fait partie des 796 associations regroupées dans Sortir du nucléaire.

Cette plainte visait la centrale nucléaire du Blayais, au nord de la Gironde, qui aurait fonctionné pendant près de six mois (du 1^{er} avril au 25 septembre 2003) sans les autorisations légales de rejets (eau chaude, produits chimiques) dans l'estuaire de la Gironde.

« Je dénonce une justice au service des puissants, en l'occurrence EDF, puisque quatre ans et demi après, il n'y a toujours pas de procès et c'est pour avoir réclamé que justice soit faite que je suis condamné sans justification », a déclaré Stéphane Lhomme à Reuters.

Solidarité avec Stéphane Lhomme

Communiqué de la LCR

La cour d'appel de Bordeaux vient de condamner le porte-parole du réseau « Sortir du nucléaire » à deux mois de prison avec sursis. En l'occurrence, il s'agit d'un cas supplémentaire de criminalisation du mouvement social. En 2003, l'association « Tchernoblaye », présidée par S.Lhomme, avait déposé une plainte contre EDF à propos de la centrale nucléaire de Blaye que l'association accusait d'avoir

fonctionner pendant plusieurs mois sans avoir eu les autorisations nécessaires pour les rejets d'eau chaude. Il faut croire que le lobby pro-nucléaire est influent puisque cette plainte est restée sans suite mais que par contre, c'est Stéphane Lhomme qui est sanctionné pour avoir, en 2006, mené une action spectaculaire destinée à exiger que la justice suive son cours à l'égard d'EDF. La LCR proteste contre cette condamnation et affirme sa totale solidarité avec Stéphane Lhomme.

20 septembre 2007